



Sommet des leaders religieux pour la paix au Moyen-Orient : « la religion ne peut plus être un obstacle »

31/12/2016 | Myriam Ambroselli

ALICANTE – Une rencontre interreligieuse a eu lieu du 14 au 16 novembre 2016 en Espagne et a réuni des chefs religieux juifs, chrétiens et musulmans. Au cœur du débat, la responsabilité des leaders religieux dans la construction de la paix au Moyen-Orient. Ces derniers ont réitéré leur appel contre toute violence et incitation à la haine entre religions.

Chercher la paix sans relâche

« *Continuer à chercher sans relâche la paix en Terre Sainte* » : à une époque où tensions religieuses et politiques entre Israéliens et Palestiniens restent vives, un groupe de leaders des communautés juives, chrétiennes et musulmanes de la région se sont réunis en Espagne pour une rencontre de trois jours, à l'issue de laquelle une dénonciation conjointe contre la violence et l'incitation a été publiée.

La déclaration a été signée côté juif par le grand rabbin David Lau et plusieurs autres rabbins israéliens de haut rang, et côté musulman par plusieurs Sheikhs, notamment le Sheikh Raed Badir – leader islamique juridique et membre du Conseil palestinien Ulama, et les Sheikhs Hamad Abu Dabes et Imad Falouji, venus de Gaza ainsi que d'autres dignitaires proches de l'Autorité Palestinienne ou du Hamas. Des hauts dignitaires chrétiens ont également participé activement à cette rencontre, l'archevêque melkite Mgr Bacouni, l'évêque luthérien de Jérusalem Mounib Younan, le métropolite grec-orthodoxe Timotheos Margaritis et le vicaire patriarcal à Jérusalem et en Palestine Mgr Shomali.

Coresponsables de la promotion du respect mutuel

« *Nos deux peuples sont responsables de leur commune destinée et les trois religions sont responsables de la création d'une coexistence pacifique. Quant à nous, leaders religieux, nous sommes responsables de la promotion d'une vie de respect mutuel fondé sur la justice et la sécurité, dans l'esprit de la parole de Dieu telle qu'elle a été transmise par ses prophètes* » affirmait la déclaration finale, laquelle soulignait le caractère sacré de la vie tout en appelant à mettre fin à toute violence, en particulier celle menée au nom de Dieu. « *La violence exercée soi-disant au nom de Dieu, est une profanation de son nom, un crime contre ceux qui sont créés à son image, et un avilissement de la foi. Seules la négociation et la délibération sont des moyens appropriés pour résoudre les conflits et les désaccords.* »

La paix demande des gestes concrets de la part de tous

Si les dignitaires religieux ont appelé à une solution au conflit israélo-palestinien qui pourrait « *reconnaître le droit des deux peuples à exister avec dignité* » et qu'un comité permanent a été établi pour mettre en œuvre la déclaration à l'issue de la rencontre, les considérations proprement politiques ont été quelque peu mises entre parenthèses, observait Mgr Shomali, vicaire patriarcal à Jérusalem et en Palestine. « *L'atmosphère entre les participants était fraternelle et amicale, mais je ne cacherai pas que j'attendais davantage de cette rencontre. La paix ne peut être entre les seules mains des politiciens, et l'avancée des négociations demande des gestes concrets de la*

part de tous. Les mots et les rencontres ne suffisent plus. »

Entraves appréhendées à la liberté de religion

Les leaders palestiniens présents n'ont pas manqué notamment de faire remarquer à leurs homologues israéliens, la difficulté ou l'ambiguïté de ce dialogue, alors qu'un projet de loi israélien vise à interdire l'appel à la prière musulmane des muezzins diffusé par des hauts parleurs. Le Grand Rabbin David Lau s'est alors empressé d'appeler les responsables israéliens à la prudence et à la mesure face à cette loi qui représente pour les citoyens palestiniens vivant en Israël une grave entrave à la liberté de religion. Au même moment en Israël, des responsables juifs faisaient part de leur inquiétude devant une loi qui pourrait ultérieurement conduire à l'interdiction des sirènes de shabbat.

La religion ne peut plus être un obstacle à la paix et à la réconciliation

« Avoir pu aborder sans heurts la question du muezzin est un point positif » observait Mgr Shomali, avant d'ajouter : « si ces rencontres ne permettent pas de faire avancer de façon tangible la cause de la paix, elles empêchent néanmoins une détérioration de la situation, et exercent donc une influence positive sur les relations entre les trois communautés. La religion ne peut plus être un obstacle à la paix et à la réconciliation. Que nous ayons pu signer une déclaration conjointe est un pas de plus vers une meilleure prise de conscience de nos contradictions. »

Le sommet a été organisé par le Centre Adam pour le Dialogue des Civilisations (Adam Center for Dialogue of Civilizations) et l'Initiative Mosaica, sous les auspices du gouvernement espagnol.

Source : [Patriarcat latin de Jérusalem](#).

Sous-titres de la rédaction de *Relations judéo-chrétiennes*.